

Famille du média : PQR/PQD
 (Quotidiens régionaux)
 Périodicité : Quotidienne
 Audience : 363000
 Sujet du média :
 Actualités-Infos Générales



Edition : 05 juillet 2022 P.7
 Journalistes : JEAN-MARIE CORNUAILLE
 Nombre de mots : 945

CONSOMMATION

Comment les professionnels limitent la hausse de l'essence

REIMS Les routiers, taxi, ambulanciers et autocaristes, se battent avec leurs armes pour tenter de résister au prix des carburants. Tour d'horizon d'un secteur complètement chamboulé.

JEAN-MARIE CORNUAILLE

Tous les automobilistes qui utilisent leur véhicule quotidiennement sont confrontés aux hausses répétées des carburants. Les professionnels du transport, on l'imagine sans peine, sont les premiers touchés sauf que pour contrôler les surcoûts, tous n'ont pas les mêmes moyens. Chez les transporteurs routiers, par exemple, un phénomène permet de s'en sortir. « Les bons de factures prennent en compte l'indice gazole », reconnaissent Les Transports Génin, basés dans la zone industrielle de La Pompelle. Il est ajusté tous les mois et neutralise les augmentations ». La société doit aussi gérer les prix qui flambent sur tous les autres secteurs. Si elle a su faire accepter à sa clientèle 5 % en plus sur les factures, « il ne sera pas facile de leur faire admettre une nouvelle hausse », sur les bons de commande.

« Nous disposons d'un indice gazole qui fait évoluer les prix en fonction des hausses »

Maxime Perdigon

Seule consolation, l'activité reste très importante. « Les camions étrangers sont confrontés aux mêmes difficultés que nous et le volume à transporter est plus important que le nombre de camions qui circulent. » En outre, le transport ferroviaire est encore trop peu important pour que le marché se redéploie sur les rails. « Le train est tributaire de la SNCF et d'un accès aux usines. » Les sites qui disposent de ce type d'équipements sont encore peu nombreux.

10 000 LITRES DE CARBURANT PAR MOIS

Chez les autocaristes, tout dépend des clients. Pour le transport touristique, pas d'autres solutions que de « grignoter un peu sur les marges », reconnaît d'emblée Jérôme Guillaume, PDG des Transports du vignoble. « La conjoncture n'est pas facile. Outre ces hausses, il y a aussi les questions liées à l'environnement et le Covid qui avait marqué un coup d'arrêt. » Si l'État verse une aide de 1000 €, il doit toutefois augmenter ses tarifs. Conséquence : « Certains clients réfléchissent de plus en plus. »



Ce dimanche 3 juillet, il fallait un peu plus de 2 € pour un litre de gazole.

Chez L'Oiseau bleu, dont le siège est basé à Péronne mais qui a une antenne à Reims, le contrat avec la Région est une bénédiction. « C'est 70 % de notre chiffre d'affaires. Nous disposons d'un indice gazole qui fait évoluer les prix en fonction des hausses », indique Maxence Perdigon, le directeur.

Une mesure « vitale », qui permet de garder des marges. « Quand le gazole baisse, nos prix aussi. C'est assez juste », précise-t-il. Pour les 30 % d'activités restants, ce n'est pas le

même topo. « Là, je m'interroge, les clients n'ont pas des budgets illimités. Certains centres de loisirs ne feront que huit sorties au lieu de dix cet été. Les comités d'entreprise ont un budget à ne pas dépasser. Quand c'est le bout, c'est le bout. » Surtout qu'en plus de la hausse des carburants, il doit composer avec la hausse de 5 % des salaires.

« C'est une bonne chose car on a une pénurie de conducteurs mais la masse salariale, c'est 50 % de nos coûts. » La mécanique a, quant à elle, augmen-

té de « de 10 à 20 % », avec la raréfaction des composants numériques. Les ambulanciers, quant à eux, subissent de plein fouet la crise « malgré une aide de 300 € par véhicule », fait savoir Willie Roussel, dirigeant de la société du même nom. Les prix actuels « mettent la société en grande difficulté » et celui qui est aussi délégué régional de la Chambre nationale des services d'ambulances (CNSA) attend la rentrée avec impatience « pour obtenir des aides en plus ». « Les tarifs sont

négoiés avec l'assurance maladie et même si des aides sont appliquées dès septembre, elles mettent généralement six mois à être effectives. » En attendant, les factures explosent. « J'ai acheté 1823 litres de gazole la semaine dernière, cela m'a coûté 3689 € contre 2620 € avant la crise. » Or les ambulances Roussel consomment 10 000 litres par mois. « La trésorerie fond » et la société pourrait avoir à refuser des trajets trop lointains. Si elle a déjà investi dans des véhicules moins gourmands et dans deux modèles électriques, ses prochaines commandes ont été décalées à 2023. Pour rien arranger, « trouver du personnel », est compliqué malgré une activité toujours présente. « Il ne faut pas oublier qu'en face, on a des patients. »

En résumé, tous attendent de l'État, un geste. Reste à savoir qui seront les heureux et les déçus des annonces à venir. ■

Le difficile métier de taxi indépendant

Chez les chauffeurs de taxis indépendants, on se pose beaucoup de questions. C'est le cas de Stéphane Clichet qui officie dans la cité des sacres. « Je suis en plein doute. J'ai acheté une licence il y a deux ans. On peut renouveler au bout de cinq ans mais je m'interroge. » Ce raisonnement est la conséquence de plusieurs phénomènes. Le coût du litre de gazole en est un. « Les prix sont fixés par la préfecture. Il y a eu une augmentation

annuelle en février », et une autre en avril mais depuis, plus rien. La goutte d'eau de trop après « les gilets jaunes, la crise Covid et la concurrence d'Uber ». Il ne peut donc se verser que 1200 € par mois surtout que comme indépendant, il n'a pas les appels des clients dirigés vers les sociétés comme Les taxis de Reims. « Cette profession est en train de disparaître », conclut-il.

